



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
pour les Affaires  
Régionales**

## **ACCORD-CADRE**

**VEILLE JURIDIQUE ET CONTROLE QUALITE DU  
CONTROLE DE PREMIER NIVEAU DES DEPENSES  
REALISEES PAR LES BENEFICIAIRES FRANÇAIS  
DU PROGRAMME SUDOE 2021-2027**

**REFERENCE :  
2026PFRAOCC007**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUE PARTICULIÈRES  
(CCTP)**



## **TABLE DES MATIÈRES**

2

**1 - CONTEXTE DE LA MISSION**3

**2 - CONTENU DE LA MISSION**4

**Lot 1 : VEILLE JURIDIQUE**4

**Lot 2 : CONTRÔLE QUALITÉ DU CONTRÔLE DE PREMIER NIVEAU**5

**3. CONDITIONS D'EXECUTION**6

**ANNEXE 1 : CONTEXTE DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES 2025 de l'autorité nationale française**

**ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DES RISQUES 2025 de l'autorité nationale française**

## 1 - CONTEXTE DE LA MISSION

Le programme de coopération territoriale Interreg VI-B Europe du Sud-Ouest (programme Interreg Sudoie) associe l'Espagne, la France, le Portugal et la Principauté d'Andorre autour de projets de développement transnationaux associant, chacun, un premier bénéficiaire (chef de file) et au moins deux autres bénéficiaires (partenaires) situés dans trois de ces quatre pays.

Le programme regroupe trois régions françaises (Nouvelle Aquitaine, Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes), l'Espagne métropolitaine ainsi que l'archipel des Baléares, le Portugal métropolitain et la Principauté d'Andorre.

Les projets sélectionnés dans le cadre d'appels à projets, d'une durée habituelle de 36 mois, sont financés par les fonds publics et privés nationaux ainsi que par l'Union européenne au moyen du fonds européen de développement régional (FEDER) au titre de l'objectif de coopération territoriale européenne (CTE), dans son aspect transnational (Volet B).

Appel à projets	Nombre de bénéficiaires français	Date de conventionnement
Premier appel à projets	90	Janvier 2024
Deuxième appel à projets	104	Mai 2025
Troisième appel à projets (valorisation/capitalisation des projets)	Estimé à 12	Prévisionnel mai 2026

Les **bénéficiaires** des projets sélectionnés peuvent être des organismes de droit public (collectivités territoriales, agences publiques, établissements publics, ...) ou privé (associations, entreprises, ...) dotés de la personnalité juridique ainsi que, sous certaines conditions, leurs unités économiques ou fonctionnelles.

Le financement européen de l'ensemble du programme 2021-2027 s'élève à plus de 115 millions d'euros de FEDER soit un taux correspondant à 75 % d'un montant global de dépenses de 154 millions d'euros.

Pour cette période de programmation, en adéquation avec les orientations de la politique de cohésion européenne pour la période 2021-2027, les thèmes de coopération du programme Interreg Sudoie sont : la préservation du capital naturel du Sud-ouest européen et son adaptation au changement climatique, le renforcement de la cohésion sociale et l'équilibre territorial et démographique par l'innovation, la transformation des secteurs productifs ainsi que la valorisation du patrimoine et les services.

**L'autorité de gestion** de ce programme est le gouvernement de Cantabrie (Espagne) – Direction Générale de l'Économie, Consejería de l'Économie et des Finances. Un secrétariat conjoint est basé à Santander en Espagne.

**L'autorité nationale du programme**, le préfet de la région Occitanie, est notamment responsable du bon fonctionnement du système de gestion et de contrôle du programme sur le territoire français. À ce titre, il organise les vérifications de gestion mises en œuvre dans le cadre du contrôle de premier niveau des dépenses déclarées et réalisées par les bénéficiaires français du financement européen afin de s'assurer notamment que :

- l'opération est conforme au droit applicable, au programme et aux conditions de soutien de l'opération prévues par l'accord d'octroi de l'aide européenne,
- les produits et services cofinancés ont été fournis,
- les dépenses déclarées sont encourues, supportées par le bénéficiaire et payées au bon créancier.
- l'ensemble des pièces probantes est disponible dans le système d'information eSudoe.

Ce « contrôle de premier niveau » des dépenses déclarées et réalisées par les bénéficiaires français a été externalisé, par voie d'un accord cadre multi-attributaires, auprès de 4 cabinets prestataires qualifiés.

A chaque déclaration de dépenses effectuée par les bénéficiaires, au moins une fois par an, au plus tard le 31 mai (des déclarations complémentaires, généralement à l'automne, peuvent être effectuées selon le choix du partenariat d'un projet), le contrôleur de premier niveau décide de la validité de chaque dépense. Il établit un rapport de contrôle, la liste de vérification des contrôles effectués (« check-list ») ainsi que les vérifications effectuées au titre de la commande publique.

Des contrôles additionnels peuvent par ailleurs être effectués par l'autorité de gestion, l'autorité d'audit ou tout organe de contrôle national ou communautaire, mandaté à cet effet.

Dans ce contexte, l'autorité nationale française met en place un contrôle interne lui permettant de maîtriser les processus, internes et externalisés, vérifier leur efficacité, les sécuriser et les améliorer, tenant compte du cadre légal et réglementaire et de ses évolutions

Le présent marché, d'une durée de 2 ans, pouvant être prolongé pour deux années supplémentaires, vise à externaliser d'une part la veille juridique nécessaire à une actualisation permanente des modifications réglementaires et des évolutions jurisprudentielles ou de doctrine et d'autre part le contrôle qualité du contrôle de premier niveau.

## **2 - CONTENU DE LA MISSION**

### **Lot 1 : VEILLE JURIDIQUE**

Afin d'être en capacité d'apporter les adaptations nécessaires, réactives et pertinentes, au dispositif de gestion et de contrôle qui lui incombe, l'autorité nationale recherche une prestation d'appui juridique portant sur :

- une veille juridique permanente, ciblée sur l'évolution des textes, de la jurisprudence ou de la doctrine sur l'actualité réglementaire communautaire ou nationale impactant l'éligibilité des dépenses (nouvelles publications, guides et jurisprudences de dimension européenne ou nationale).

Pendant la durée du marché, un bon de commande sera établi à un rythme semestriel en vue d'une remise, en avril et en octobre de chaque année, d'une note juridique établie sur la base du modèle préalablement proposé par le prestataire et validé par l'autorité nationale.

- des analyses ponctuelles de conseil et d'appui à l'analyse de thématiques spécifiques ou de montages réglementaires complexes en lien avec les projets lauréats du programme SUDOE, ainsi qu'à une assistance juridique de réponse aux audits. Le prestataire restituera son analyse selon le format de note d'analyse proposée en appui de son offre et validé par l'autorité nationale.

Les projections menées prévoient un volume de 4 à 6 analyses maximum par an sur la durée du marché, correspondant à la durée du programme SUDOE 2021-2027 dont la clôture interviendra en 2030.

A chaque demande, l'autorité nationale précisera, le cas échéant, la nature, les enjeux et les délais à respecter.

Pour faciliter la mission du prestataire, l'autorité nationale transmettra au moment de sa demande, les documents nécessaires à l'analyse dont il dispose, dans le respect notamment des principes de confidentialité et de protection des données à caractère personnel.

## **Lot 2 : CONTRÔLE QUALITÉ DU CONTRÔLE DE PREMIER NIVEAU**

Le choix de confier le contrôle de premier niveau à 4 prestataires externes, via un accord-cadre multi-attributaire, rend nécessaire un dispositif de contrôle qualité destiné à :

- garantir l'harmonisation du contrôle de premier niveau, quel que soit le contrôleur concerné,
- détecter les éventuelles erreurs ou insuffisances et proposer des améliorations des outils, des procédures ou des pratiques tant auprès des bénéficiaires que des contrôleurs de premier niveau ou des autorités du programme.

Sur la base de bons de commande établis par l'autorité nationale, le contrôle qualité se déroulera en 3 temps détaillés ci-après.

Chaque bon de commande comportera :

- une analyse systématique des risques transversaux identifiés dans la cartographie des risques : « conduite du contrôle de premier niveau » et « piste d'audit »
- l'analyse d'un risque spécifique identifié dans la cartographie des risques

L'autorité nationale pourra engager plusieurs bons de commande sur la même période.

### 1<sup>er</sup> temps : phase amont de préparation de l'échantillon

Sur la base de la cartographie des risques établie par l'autorité nationale, un plan de contrôle qualité devra être proposé par le prestataire pour le risque spécifique identifié dans chaque bon de commande.

Le prestataire établira un échantillon de bénéficiaires à contrôler, construit à partir d'extractions périodiques du système d'information eSudoe de dépenses validées par les contrôleurs de premier niveau qui seront fournies par l'autorité nationale. Ces données

pourront être basées à la date de déclaration de dépenses par les bénéficiaires (une déclaration obligatoire au 31 mai de chaque année).

L'échantillon tiendra compte de la cotation du risque spécifique, du nombre de dépenses potentiellement concernées par le risque et/ou du montant de dépenses déclarées.

L'autorité nationale apportera son appréciation sur les propositions de plan de contrôle et d'échantillonnage afin d'intégrer un éclairage global au niveau du programme. Après échange, l'autorité nationale validera le plan de contrôle qualité du bon de commande : volume, échantillon, calendrier de mise en œuvre.

## 2ème temps : phase de mise en œuvre

Le plan de contrôle et l'échantillon validé par l'autorité nationale pour chaque bon de commande pourra alors être mis en œuvre.

Le contrôle qualité sera réalisé par voie dématérialisée, via le système d'information eSudoe. Les droits qui seront ouverts permettront l'accès à l'exhaustivité des éléments constitutifs de chaque dossier de l'échantillon.

Le résultat de l'analyse pour chaque bénéficiaire concerné par l'échantillon fera l'objet d'un rapport synthétique et éclairant, établi sur la base du modèle préalablement proposé par le prestataire et validé par l'autorité nationale.

Un point d'échange intermédiaire sera effectué au moins une fois en cours de mise en œuvre.

## 3ème temps : phase conclusive

Une synthèse, qualitative et quantitative, établie selon le modèle préalablement proposé par le prestataire et validé par l'autorité nationale, présentera les conclusions de chaque prestation commandée et proposera des mesures concrètes de correction ou d'amélioration à destination des contrôleurs de premier niveau, des bénéficiaires ou des autorités du programme.

Les résultats de la campagne de contrôle qualité pourront également conduire, si nécessaire, à relancer, dans le cadre d'un nouveau bon de commande, le contrôle qualité sur la thématique et sur un échantillon élargi.

Les projections menées prévoient un volume de 10 à 15 contrôles qualité maximum par an sur la durée du marché, correspondant à la durée du programme SUDOE 2021-2027 dont la clôture interviendra en 2030.

## **3. CONDITIONS D'EXECUTION**

### **3.1 Calendrier général**

Le calendrier prévisionnel de réalisation de la mission, pour les 2 lots, est le suivant :

- Notification du marché : avril 2026
- Émission de bon de commande N°1 : mai 2026

- Émission du dernier bon de commande : au plus tard décembre 2029

### 3.2. Outils, documents-type, livrables

Pour l'ensemble des lots, les propositions d'outils et de documents-type proposés par le candidat retenu qui serviront de trame aux livrables attendus pour chaque bon de commande feront l'objet d'une validation préalable par l'autorité nationale. Il s'agit de :

Pour le lot 1 :

- note type de veille juridique semestrielle
- document-type de restitution d'analyse ponctuelle (thématiques spécifiques, montages réglementaires complexes, assistance juridique aux réponses aux audits)

Pour le lot 2 :

- outil d'échantillonnage basé sur la cartographie des risques,
- modèle de rapport d'analyse pour chaque bénéficiaire concerné par l'échantillon
- modèle de synthèse, qualitative et quantitative, assortie de propositions d'actions correctives et préconisations

Pour chaque bon de commande, le(s) livrable(s) correspondant(s) à la mission seront également proposés à la validation de l'autorité nationale préalablement à la clôture du bon de commande.

### 3.3. Délais de réalisations des prestations

Pour le lot 1 :

La veille juridique aura une périodicité semestrielle. Les livrables devront être présentés pour octobre et avril de chaque année.

Les analyses ponctuelles thématiques devront être livrées au plus tard dans les 2 (deux) mois suivants l'émission du bon de commande, sauf délai spécifique qui sera précisé dans le bon de commande (notamment en cas d'assistance juridique de réponse aux audits, pour lesquels les délais à respecter sont fixés par les autorités d'audit).

Pour le lot 2 :

Le contrôle qualité se déroulera en 3 temps selon le schéma suivant :

<i>Engagement</i>	1 <sup>er</sup> temps	2 <sup>ème</sup> temps	3 <sup>ème</sup> temps	<i>Conclusion</i>
<i>Émission du bon de commande par l'autorité nationale</i>	Durée 1 mois Préparation de l'échantillon	Durée 1 mois Mise en œuvre du plan de contrôle qualité	Durée 1 mois Synthèse, conclusions, préconisations et actions correctives	Validation de la prestation  <i>Finalisation du bon</i>

			Livraison de la synthèse qualitative et quantitative sur les thématiques transversales et spécifiques	de commande et facturation
	Livraison de l'échantillon et des points de contrôle	Livraison des rapports relatifs à chaque bénéficiaire de l'échantillon		Paielement de la prestation
			Temps d'échange prestataire/autorité nationale	
		Temps d'échange prestataire/autorité nationale		
	Validation par l'autorité nationale			

Quel que soit le lot, ces délais pourront être prorogés à titre exceptionnel, en cas de force majeure dûment justifié et/ou avec l'autorisation préalable de l'Autorité nationale sous réserve d'un délai de prévenance de 2 (deux) semaines avant le terme prévu.

### 3.3 Pilotage

Pour chaque lot du marché, une réunion de cadrage (en présentiel ou en distanciel) sera organisée par la Préfecture de la région Occitanie (Service cohésion européenne et coopérations du Secrétariat général pour les affaires régionales – SGAR), dès l'engagement du marché, en vue de préparer la mise en œuvre des premiers bons de commande.

Les modèles d'outils et documents-type seront validés par l'autorité nationale à l'issue de cette réunion de cadrage

Quel que soit le lot, un point d'échange intermédiaire sera effectué au moins une fois en cours de mise en œuvre de chaque bon de commande afin d'examiner l'avancement de la mission, identifier les éventuels obstacles et difficultés rencontrés et rechercher les solutions.

Un point d'échange annuel, dans le courant du mois de juin, permettra un examen global de mise en œuvre de chaque lot.

Pour le lot 2, ce point annuel d'échange alimentera la revue annuelle de cotation des risques et la mise à jour de la cartographie des risques.

### 3.4 Mise à disposition des travaux et archivage

Pour les 2 lots, au-delà des livrables attendus, le prestataire pourra être amené à mettre à la disposition des autorités de contrôle, dans le cadre de contrôles additionnels des autorités françaises, espagnoles ou communautaires, la documentation de sa mission et s'engage dans cet objectif à conserver les documents y afférant

### Références du programme SUDOE

Les documents du programme SUDOE sont disponibles sur le site du programme à l'adresse <https://www.interreg-sudoe.eu> et notamment :

- le programme de coopération territoriale européenne Interreg Europe du Sud-Ouest (SUDOE) pour la période 2021- 2027 ;
- le guide du programme pour l'élaboration et la gestion de projets 2021-2027.

# ANNEXE 1 : Contexte de la cartographie des risques 2025 de l'Autorité nationale française SUDOE

## I – Contexte

### a) L'autorité nationale française (ANF)

#### 1° Désignation

Par arrêté du 15 février 2022, le préfet de la région Occitanie a été désigné préfet coordonnateur pour la coopération territoriale européenne. En application du décret n°2022-579 en date du 19 avril 2022, il assure à ce titre la fonction d'autorité nationale du programme Interreg transnational Europe du Sud Ouest (SUDOE) pour la période de programmation 2021-2027.

#### 2° Positionnement

Les missions d'autorité nationale, au sein du secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR Occitanie), sont mises en œuvre par le service cohésion européenne et coopérations (SCEC).

### b) Le rôle de l'ANF

#### 1° Cadre réglementaire communautaire et national

Les missions de l'autorité nationale sont précisées par le décret n°2022-579 en date du 19 avril 2022 notamment en ce qui concerne l'organisation des vérifications de gestion telles que prévues par l'article 46 point 3 et suivants du règlement UE 2021/1059 du 24 juin 2021 portant dispositions particulières relatives à l'objectif de coopération territoriale européenne (Interreg)

#### 2° Ressources

Pour exercer ses missions, l'autorité nationale s'appuie sur les ressources documentaires mises à disposition par l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT), coordinatrice nationale interfonds, par le programme Interact, ainsi que par les autorités d'audit (formations, informations, guides et recommandations, groupes de travail et réseau des autorités nationales)

#### 3° Articulation interne au programme

Les autorités du programme participent à la définition de la stratégie, des procédures et de la méthodologie.

L'autorité de gestion rédige les documents-cadre du programme et précise les attendus.

Les principaux choix du programme en ce qui concerne les missions des vérifications de gestion qui incombent aux autorités nationales :

- développement d'un système d'information intégré dédié au programme (eSudoe) en capacité de sécuriser et de tracer l'ensemble des process mis en œuvre par le programme

- répartition des vérifications de gestion précisées pour identifier celles qui sont assurées au niveau du programme par le secrétariat conjoint et celles sont mises en œuvre au niveau de chaque autorité nationale
- l'autorité nationale peut confier à un tiers (contrôleur) la mise en œuvre des vérifications de gestion qui lui incombent sur son territoire
- suite à l'analyse de risque et aux caractéristiques du programme, l'autorité de gestion ne met pas en œuvre d'échantillonnage des vérifications. Les vérifications dites de 1<sup>er</sup> niveau sont assurées par le contrôleur désigné pour 100 % des dépenses présentées
- l'autorité de gestion développe une cartographie des risques basée sur des critères liés à la programmation (typologie de bénéficiaire, caractéristique des opérations, risque financier, ...) que le secrétariat conjoint mettra en œuvre. Un module d'alerte sera mis en place dans eSudoe.

Ce dispositif n'exclut pas la mise en œuvre d'un plan de contrôle interne de l'autorité de gestion et d'un plan de contrôle au niveau de l'autorité comptable.

## II – Mise en œuvre des vérifications de gestion qui incombent à l'ANF

Sur cette base, il appartient à l'autorité nationale de décliner le mode de mise en œuvre des vérifications de gestion qui lui incombent, adapté à la réglementation nationale et aux caractéristiques de sa propre cartographie de risques.

### a) Cartographie de risque de l'ANF

Les enseignements de la précédente période de programmation et notamment les risques majeurs identifiés par les autorités communautaires, les autorités de certification ou d'audit sont pris en compte.

Ils correspondent aux points de vigilance identifiés par l'ANF, lors de la période précédente dans le cadre de son contrôle interne.

Aucune caractéristique spécifique aux bénéficiaires français ou au système de CPN mis en œuvre n'a été identifiée.

Les modifications du cadre réglementaire, les pratiques nouvelles (utilisation de forfaits, option de coûts simplifié...) et le développement du nouveau système d'information eSudoe étant susceptibles de constituer de nouveaux risques, ces éléments sont intégrés dans la cartographie des risques.

Enfin, les recommandations des instances nationales et communautaires ainsi que les échanges d'expérience et de bonnes pratiques entre autorités françaises, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes 2021-2027, apportent un éclairage complémentaire intégré à l'analyse et au repérage des risques les plus importants.

### b) Le contrôle interne

L'ANF s'assure, au titre du contrôle interne, de :

- maîtriser les processus, internes et externalisés

#### En interne :

- Garantir la séparation des fonctions, l'effectivité du reporting et de la supervision hiérarchique et sa traduction dans les délégations de signature.
- Assurer le maintien des compétences internes (préparation aux changements d'effectif, disponibilité de la documentation interne et archivage)
- Organiser le chaînage complet des process et une articulation cohérente, en lien avec les dispositifs du programme
- Adapter le dispositif aux modifications réglementaires et aux évolutions jurisprudentielles et de doctrine susceptibles d'impacter l'éligibilité des dépenses

#### En situation d'externalisation

- Produire une documentation exhaustive des procédures de gestion externalisées (notes de méthodologie, formulaires-type, justificatifs, ...)

- vérifier l'efficacité des process (analyse qualitative et quantitative) :

- Cohérence : respect des procédures établies, utilisation des documents-type, complétude et qualité formelle de renseignement des documents type, ...), présence des pièces et justificatifs, traçabilité de l'analyse...), respect des délais
- Efficience de l'application des procédures par rapport aux risques identifiés (bonne compréhension, par les bénéficiaires et par les contrôleurs de premier niveau, des règles du programme, correcte appropriation des outils, documents-type ou modèles, correcte mise en œuvre des procédures) en s'assurant de la qualité et de l'efficacité du contrôle de premier niveau des bénéficiaires français.

- sécuriser et améliorer les process

- Repérer les erreurs et la chaîne de production des erreurs
- Repérer les angles morts (par catégorie de dépenses, par phase dans la procédure, ...) pour améliorer le système dans un objectif de prévention
- Mettre en place les procédures correctives à un niveau adapté (programme/ANF/groupe des CPN/ bénéficiaires) selon le caractère systémique ou ponctuel (isolées ou récurrentes) des erreurs

Ces procédures correctives peuvent revêtir diverses formes : actualisation du guide Sudoe, modification du système d'information eSudoe, notes de recommandations, diffusion de documents d'aide, appui, ...

- Organiser les formations et les dispositifs d'information nécessaires
- Vérifier l'efficience de la cartographie des risques et sa mise à jour

c) un contrôle qualité

Élément majeur du contrôle interne de l'ANF pour s'assurer de la mise en place d'une procédure de contrôle de premier niveau efficace et cohérente.

L'externalisation du CPN, via un accord-cadre multi-attributaire, rend nécessaire :

- une veille sur le mode de désignation du contrôleur retenu par chaque bénéficiaire : formalisation de la procédure, formation des bénéficiaires, traçage dans le système

d'information eSudoe, validation par l'ANF du respect de la procédure pour chaque marché subséquent

- un pilotage effectif du groupe des CPN s'appuyant notamment sur une animation régulière permettant de garantir l'harmonisation du contrôle de premier niveau, quel que soit le contrôleur concerné.

Ces moments d'échange peuvent conduire à solliciter des arbitrages de l'autorité de gestion ou de l'autorité nationale, des éclaircissements sur l'application de la réglementation et à proposer des compléments aux instructions (guide SUDOE, notes de l'ANF, ...) et des améliorations du système d'information eSudoe

- un dispositif de contrôle qualité pour détecter les éventuelles erreurs ou insuffisances et proposer des améliorations des outils, des procédures ou des pratiques tant auprès des bénéficiaires que des contrôleurs de premier niveau ou de l'autorité de gestion. L'objectif est de prendre en compte et de maîtriser le plus en amont possible les risques significatifs notamment lorsque le nombre des erreurs et leur répétition pourraient avoir un impact financier important sur le programme.